

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 26/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2

48 route de Lavour
CS 83104
31131 BALMA CEDEX
31130 Balma

Références : 81-CRARC-2026-98

Code AIOT : 0003700036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2 implanté Lieu-dit Penthoy 81240 Sauveterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du chantier de construction du parc éolien de Sauveterre 2. Ce chantier s'effectue conjointement au renouvellement du parc éolien de Sauveterre 1 situé à proximité.

Il s'agit de la première visite d'inspection du parc en phase travaux. Une inspection relative au contrôle du défrichement a également eu lieu le 9 avril 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF EN France - SAS Parc éolien de Sauveterre 2
- Lieu-dit Penthoï 81240 Sauveterre
- Code AIOT : 0003700036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sauveterre 2 a été autorisé par arrêté préfectoral du 02/08/2021 et est exploité par EDF.

Il s'agit d'un parc composé de 4 éoliennes de modèle ENERCON E82, d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 125 m, situé sur la commune de Sauveterre.

Ce parc constitue une extension du parc éolien de Sauveterre 1 (6 éoliennes) qui est en cours de renouvellement. Le chantier de renouvellement de Sauveterre 1 et la construction de Sauveterre 2 sont gérés conjointement par EDF.

Les travaux de construction (défrichement) ont démarré le 09/10/2025. Au jour de l'inspection, les plateformes des éoliennes étaient en cours de terrassement. Aucun coulage béton des fondations n'a encore été réalisé.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Informations à communiquer avant le démarrage du chantier	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2>1	Sans objet
3	Planification et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.4	Sans objet
4	Périodes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.3	Sans objet
5	Moyens de lutte contre la	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pollution des eaux		
6	Circulation des engins	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Sans objet
7	Gestion des déblais/remblais	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 3.4.4	Sans objet
8	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Sans objet
9	Préparation du chantier et balisage des stations à protéger	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5	Sans objet
10	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
11	Recherche de gîte pour les chiroptères	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 16-2.1	Sans objet
12	Création d'un îlot de sénescence	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.1	Sans objet
13	Gestion conservatoire d'un secteur en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.2	Sans objet
14	Création d'une mare	Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chantier de construction du parc de Sauveterre 2 respecte les prescriptions réglementaires. L'exploitant a transmis un document de planification environnementale, régulièrement mis à jour, qui permet de vérifier la conformité des mesures environnementales du chantier de construction. Les mesures de compensation pour la biodiversité ont été lancées et sont en cours de validation par la DREAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2>1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée :

<p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données techniques du parc en construction sont renseignées dans OREOL. La date d'ouverture du chantier est le 09/10/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Informations à communiquer avant le démarrage du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Phase travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautique à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr. L'exploitant informe la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS du Tarn de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les courriers d'information à destination de la préfecture du Tarn, du SDIS 81 et de la communauté de brigades de Saint-Amans-Soult sur le démarrage des travaux. En revanche, l'inspection n'a pas connaissance des courriers adressés à la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud et au guichet unique de la DGAC avec tous les éléments demandés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les courriers d'information adressés au ministère des armées et au guichet unique de la DGAC comportant tous les éléments demandés (calendrier du chantier, positions géographiques des aérogénérateurs, altitude NGF, hauteur hors tout).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Planification et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.4
Thème(s) : Autre, Phase travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux afin d'assurer le suivi de chantier, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la notice de respect de l'environnement (NRE) ; • le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement (SOPRE) ; • le plan de respect de l'environnement (PRE) ou plan d'assurance environnement (PAE). <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contexte environnemental du projet ; - la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ; - les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ; - l'organisation générale du chantier ; - les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ; - les moyens de lutte contre la pollution ; - le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ; - le plan de circulation des engins ; - la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...) ; - les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ; - la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée... ; <p>Le PRE ou PAE doit pouvoir être révisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de terrain et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux nouveaux risques découlant de l'évolution du chantier. L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale. Ces documents doivent être disponibles sur demande de l'inspecteur de la DREAL.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de chantier est commun au renouvellement de Sauveterre 1 (6 éoliennes) et au nouveau projet de Sauveterre 2 (extension de Sauveterre 1, 4 éoliennes). L'exploitant a transmis le rapport "Suivi du management environnemental" en date du</p>

<p>07/04/2026 pour les deux chantiers de construction.</p> <p>Ce document, élaboré par le bureau d'études SOLER IDE et actualisé après chaque visite environnementale de chantier, permet de vérifier la mise en œuvre et la conformité des mesures environnementales en phase travaux conformément aux prescriptions réglementaires.</p> <p>L'exploitant a également transmis le "rapport de contrôle externe environnement n°10" en date du 09/04/2026 qui présente des photos et observations pour chaque phase chantier des 2 parcs en construction.</p> <p>A noter qu'un cahier des charges environnemental, élaboré en septembre 2025 par EDF et la société INDDIGO, avait déjà été transmis à l'inspection. Ce document reprend l'ensemble des enjeux environnementaux et mesures mises en place lors de la phase chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Périodes d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesure de réduction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de préserver les espèces, les travaux de défrichement sont autorisés uniquement entre le 1er septembre et le 15 novembre.</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassement, excavation de terres sur site liés au décapage et à l'ouverture des milieux afin de permettre l'installation du futur parc éolien / démantèlement des fondations et du raccordement électrique pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1^{er} avril au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par la DREAL Occitanie.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de démarrage du chantier, deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressé préalablement à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de suivi du management environnemental SOLER IDE du 07/04/2026 précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les travaux de défrichement ont été réalisés du 09/10/2025 au 14/11/2025 et sont achevés ; • les travaux de terrassement, excavation et ouverture des milieux ont démarré le 20/10/2025 et sont toujours en cours ; • les travaux de finalisation des aménagements n'ont pas démarré à date.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5
Thème(s) : Autre, Mesure de réduction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ; • mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ; • mise à disposition de kits anti-pollution ; • pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ; • entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ; • stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ; • stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ; • Privilégier la mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ; • interdiction durant la phase du coulage du béton des fondations de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ; • privilégier la création de fossés enherbés naturel le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes ; • aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ; • installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, le chantier des 4 éoliennes était en phase de terrassement, le coulage béton des fondations n'ayant pas encore démarré.</p> <p>L'inspection a vérifié la présence de kits antipollution sur 4 engins de chantier. Il a été constaté l'absence de kit sur l'un des engins, ce qui a été corrigé depuis par l'exploitant.</p> <p>Sur la base de vie utilisée par ENERCON, l'inspection constate la présence de produits (cuves de carburant, Ad Blue) stockés sur une aire étanche. Cependant, les bâches présentaient des trous qui ont été recouverts par des pièces de bâches maintenues par des pierres, ce qui s'avère insuffisant pour garantir une étanchéité totale de la rétention. Ce point a été constaté lors de l'inspection du 09/04/2026.</p>

<p>L'inspection relève la présence d'un container dédié au stockage des déchets industriels banals (DIB).</p> <p>Comme indiqué dans le rapport de suivi environnemental "la plupart des pistes et plateformes utilisés sont des pistes nouvellement créées. Elles sont autant que possible ceinturées d'un léger merlon pour réduire l'écoulement naturel des eaux dans le sens de la pente".</p> <p>L'inspection constate que les fossés sont aménagés pour permettre un libre écoulement des eaux et qu'aucun bassin de décantation n'a été créé à ce jour.</p> <p>A noter enfin que le chantier n'est pas concerné par un PPI de captage d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Circulation des engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces. Ils devront circuler uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan de circulation a été mis en place pour la période des travaux.</p> <p>Lors de la visite, les engins de chantier étaient stationnés sur des zones autorisées.</p> <p>L'inspection constate la présence de panneaux de limitation de vitesse à 30 km/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Gestion des déblais/remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 3.4.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives. Les câbles électriques seront enterrés si possible au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées .</p> <p>Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.</p> <p>Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non</p>

compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Constats :

Le rapport de suivi du management environnemental du 07/04/2026 précise, à date, que :

- le réseau électrique n'a pas encore été réalisé et qu'il sera enterré au droit des accès ;
- le terrain naturel a été décapé et décaissé le cas échéant pour réaliser les travaux et créer les plateformes ;
- les talus sont laissés à la reconquête végétale naturelle ;
- les rémanents des déboisements ont été broyés au droit des accès et plateformes ;
- la terre végétale est stockée au droit des plateformes dans les zones validées par l'écologue ;
- aucune terre extérieure n'a été apportée.

La visite terrain n'a pas relevé de non-conformité sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gites

potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL;

- une périodicité tous les 15 jours durant les phases de libération des emprises et de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours ouvrés après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de problématique de chantier soulevée par l'écologue, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où un problème sur l'environnement serait soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui-même communique dans les meilleurs délais les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction et de démantèlement du parc éolien.

Constats :

Depuis février 2026, le suivi hebdomadaire du chantier est réalisé par des écologues du bureau d'études SOLER IDE (précédemment la société INDDIGO de septembre 2025 à janvier 2026). Ce suivi fait l'objet d'un rapport qui permet de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement.

Le suivi du management environnemental du 07/04/2026 précise qu'une première visite a été effectuée par 2 écologues du bureau d'études INDDIGO le 08/08/2025, soit avant le démarrage des travaux, afin d'identifier et baliser les zones sensibles. Les passages en phase chantier ont ensuite été réalisés chaque semaine par INDDIGO puis SOLER IDE depuis février 2026.

Les comptes rendus de visite ont été transmis à l'inspection. A noter qu'un défrichement accidentel de 330 m² a été réalisé au niveau de l'éolienne E4 (cf. visite d'inspection du 09/04/2026).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Préparation du chantier et balisage des stations à protéger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 7.5

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

Les zones d'intervention sont rendues visibles et sécurisées au fur et à mesure des besoins avec des systèmes appropriés. Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent à ce stade être rajoutées dans le PRE ou PAE. Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention. Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les emprises travaux sont clairement identifiées et que les milieux humides et aquatiques à éviter sont balisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les voies d'accès sont carrossables et que les abords de l'installation sont correctement entretenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Recherche de gîte pour les chiroptères

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 16-2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesure d'évitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier de façon exhaustive que chacun des arbres de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. Tout éventuel microhabitat potentiellement favorable sera inspecté à l'endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le compte-rendu de suivi environnemental du 19/08/2025 indique qu'une visite a été effectuée sur site par deux écologues du bureau d'études INDDIGO le 08/08/2025, soit en amont de l'ouverture des travaux, afin d'identifier et de baliser les zones sensibles.</p> <p>Un arbre à gîte potentiel pour les chiroptères a été repéré sur la piste d'accès à E4 mais l'inspection à l'endoscope n'a pas relevé la présence d'individu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Création d'un îlot de sénescence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.1
Thème(s) : Autre, Mesure de compensation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra avant tout début de travaux avoir fourni les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la superficie de la mesure • la localisation exacte avec références cadastrales • un acte de propriété ou une convention signée attestant de la pérennité foncière de la mesure • un inventaire précisant l'état actuel des habitats des parcelles concernées • les modalités de gestion avec un protocole bien défini • un plan de gestion avec un organisme compétent <p>Ces éléments doivent être fournis et validés par la DREAL avant tout début des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'îlot de senescence, d'une superficie de 2,8 ha, sera situé au sein de la forêt communale de Sauveterre et sera suivi par l'ONF.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les conventions d'occupation avec la commune de Sauveterre (incluant notamment les plans de localisation et les références cadastrales) ainsi que le protocole de suivi et de gestion de la mesure par l'ONF.</p> <p>Ces éléments sont en attente de validation par la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion conservatoire d'un secteur en faveur de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.2
Thème(s) : Autre, Mesure de compensation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra avant tout début de travaux avoir fourni les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la superficie de la mesure • la localisation exacte avec références cadastrales • un acte de propriété ou une convention signée attestant de la pérennité foncière de la mesure • un inventaire précisant l'état actuel des habitats des parcelles concernées • les modalités de gestion avec un protocole bien défini • un plan de gestion avec un organisme compétent <p>Ces éléments doivent être fournis et validés par la DREAL avant tout début des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site identifié, d'une superficie de 12 ha, sera situé au sein de la commune de Boissezon et sera suivi par la LPO Occitanie.</p> <p>L'exploitant a transmis la convention d'occupation de parcelles avec la commune de Boissezon (incluant notamment les plans de localisation et les références cadastrales) ainsi que le plan de</p>

gestion de la mesure élaboré par la LPO Occitanie.
Ces éléments sont en attente de validation par la DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Création d'une mare

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2021, article 17.3

Thème(s) : Autre, Mesure de compensation

Prescription contrôlée :

L'exploitant mettra en place une mare sur un secteur sécurisé foncièrement, secteur identifié page 122 du dossier de demande de dérogation. Cette mare sera de forme ovale, pour une superficie de 20 m² minimum. Au moins 50 % des berges devront être en pente douce (3 à 4%) pour permettre aux différentes espèces de pouvoir ressortir. Au niveau de la mare seront créés plusieurs micro-habitats : tas de rondins de bois, des souches, des blocs rocheux et une végétation aquatique non invasive à mettre en place.

Constats :

L'exploitant indique que la mare sera implantée dans un autre secteur que celui proposé dans leur dossier, plus approprié et plus proche des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection, dès que possible, tous les éléments relatifs à la création de la mare : caractéristiques, emplacement, etc.

Type de suites proposées : Sans suite